



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 03/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAIPOL

Place des Curins
63190 Lezoux

Références : 20240723-RAP-63-0771-Insp-Saipol-OCP2024
Code AIOT : 0005600377

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement SAIPOL implanté Place des Curins 63190 Lezoux. L'inspection a été annoncée le 01/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAIPOL
- Place des Curins 63190 Lezoux
- Code AIOT : 0005600377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créée en 1983, Saipol est la filiale du groupe Avril qui assure la première transformation des graines oléagineuses (colza et tournesol) en produits destinés à l'alimentation des hommes et des animaux, et à la préservation de la planète.

Saipol est implanté sur 5 sites industriels en France : Grand-Couronne, Le Mériot, Bassens, Sète et Lezoux.

L'usine de Lezoux est spécialisée dans la transformation du tournesol français en huiles végétales brutes qui sera ensuite raffinée en huiles alimentaires sur les autres sites de Saipol, et en tourteaux riches en protéines pour l'alimentation des élevages.

Le site est autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté du 17 décembre 2004.

Ces 2 dernières années, la société investit sur le site pour améliorer les mesures de protection incendie et remplacer des équipements.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 17,4	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 8,4 et 8,1	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 10,2 et 10,3	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 11	Sans objet
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 9	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 11,3	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 8,1 et 11,1	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Nature des principaux déchets	Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 13.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	produits		
10	Traitement des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 13.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réalisés sur les thématiques des rejets aqueux de l'installation et des déchets n'ont pas relevé de non-conformités à l'arrêté de prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 17,4
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <p>l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis-connexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif répondant au même objectif), les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un schéma des réseaux à jour. Toutes les canalisations sont présentes et les points de rejets aqueux sont correctement numérotés et légendés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet – diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 8,4 et 8,1
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents doivent être exempts, de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou des vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ou d'entraver leur bon fonctionnement.</p>

<p>Les effluents rejetés ne doivent pas comporter de substances toxiques nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.</p>
<p>Point n°2 : Eaux de procédé, pré-traitement par deux séparateurs décanteurs en série et un obturateur automatique en cas de présence d'hydrocarbures. Rejet vers la STEP communale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de rejet inspecté est le point de rejet n°2 c'est à dire celui des eaux usées industrielles et des eaux pluviales. Aucune anomalie n'a été observée sur les effluents au niveau du rejet. Les installations de traitement prévues par l'arrêté préfectoral sont présentes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 10,2 et 10,3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons.</p> <p>Sur le point de rejet n°2 sera également prévu un point de mesures. Ce point doit être implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude à de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval. Ils seront localisés sur le plan des réseaux.</p> <p>Le point de rejet n°2 doit être équipé au minimum des dispositifs de prélèvement et de mesures automatique suivants:</p> <p>Un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24h et la conservation des échantillons à une température de 4°C.</p> <p>Un appareil de mesure de débit en continu avec enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le prélèvement, qui s'effectue au niveau du point de rejet n°2, est réalisé par un préleveur automatique (voir pièce jointe) et ne fait pas obstacle au rejet. L'appareil de mesure continu du débit ainsi que le système de prélèvement sur 24 heures sont présents et facilement accessibles pour les intervenants extérieurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets du point n°2. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après : Débit : en continu; Concentration en DCOeb : hebdomadaire; Concentration en MES : hebdomadaire. La prescription est complétée par l'article 2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24/07/2024 qui prévoit une surveillance hebdomadaire du pH, de la température, de la DCO et des MEST ainsi que la surveillance mensuelle des paramètres Azote global, phosphore global, DBO ₅ et chlorures.
Constats : Les périodicités (mensuelles et hebdomadaires) sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE, Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Eaux exclusivement pluviales et rejets de rabattement de la nappe : Les eaux de ruissellement de toiture non susceptible d'avoir été polluées et les rejets de la station de pompage de rabattement de la nappe seront dirigées vers le milieu naturel sans traitement. Eaux traitées par la STEP communale : Les caractéristiques du rejet industriel au réseau d'eaux usées de la commune de LEZOUX, sans préjudice d'une convention au titre de l'autorisation mentionnée dans le paragraphe 7,1 pouvant fixer par ailleurs, devront respecter les critères suivants : Débit annuel : <40000 m ³ ; DCO :concentration :<2000 mg/L ; DBO5 : concentration : <800 mg/l ; MEST : concentration :<600mg/L ; Azote global (exprimé en N) : 10mg/L ; Phosphore total (exprimé en P) : 50mg/L Ces prescriptions ont été révisées suite au réexamen IED: les chlorures sont désormais limités à 5 g/l.
Constats :

Aucun dépassement n'apparaît dans les analyses depuis la dernière inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 11,3
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Un état récapitulatif trimestriel des mesures en continu et les résultats des différentes analyses, prescrites à l'article 11,1 doivent être conservés et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans.
Constats : Les transmissions Gidaf sont réalisées, avec le respect des échéances (hebdomadaire ou mensuelle). Entre Avril et Juin 2024, aucune mesure n'a été entrée du fait de l'arrêt de production pour les travaux. L'exploitant a correctement commenté Gidaf, de manière hebdomadaire, pour informer sur l'absence des mesures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 8,1 et 11,1
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : Points n°1,2,3,4 et 5 : 10000 m ³ , Point n°6:15000 m ³ . Le point n°2 est surveillé en continu.
Constats : Le point de rejet n°2 dispose d'un appareil de mesure électromagnétique pour mesurer le débit en continu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour

<p>la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure.</p> <p>En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés par l'exploitant grâce au système échantillonneur journalier qui conserve les échantillons dans un compartiment frigorifié.</p> <p>Le laboratoire qui réalise les analyses est NORMEC. Il est accrédité COFRAC.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Nature des principaux déchets produits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 13.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, traitement et élimination des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Nature des principaux déchets produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cendres de la combustion des coques de tournesol, - Résidus organiques et minéraux de traitement des graines, - Farinettes d'extraction.
<p>Constats :</p> <p>Les principaux déchets liés au process sont les cendres de combustion des coques et les résidus de traitement des graines.</p> <p>En outre, des déchets de bois, ferrailles, huiles usagées et emballages sont également produits sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Traitement des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 13.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets doit être prévu et organisé.</p>
<p>Constats :</p>

La société collecte et tri par nature, les déchets produits sur son site. Suivant leur nature, les déchets sont prioritairement valorisés ou évacués en filière de traitement agréé.

Dans le cadre de la démarche de responsabilité sociétale (RSE) de l'entreprise, la société valorise les déchets issus du process.

Les cendres de la combustion des coques de tournesol sont valorisés en engrais, les résidus de traitement des graines sont valorisés en compost.

En outre, l'usine produit dans une chaudière biomasse, sa propre énergie à partir de la combustion des coques de tournesol obtenues lors du décorticage des graines avant transformation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques peuvent être prévues pour le ministère de la défense dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La tenue du système de gestion des bordereaux de suivi de déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

Sont exclues de ces dispositions, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

II.-Toute personne qui produit des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets radioactifs dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau.

Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les collecteurs et les transporteurs, et pendant cinq ans dans les autres cas.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en leur adressant copie du bordereau mentionnant le motif du refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au deuxième alinéa, l'émetteur du bordereau, ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial, dans le cas prévu au deuxième alinéa, et l'émetteur en leur adressant copie du bordereau indiquant le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de la réception de ceux-ci. Si le traitement est réalisé après ce délai, une nouvelle copie du bordereau est adressée à son émetteur et, le cas échéant, à l'expéditeur initial, dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu copie du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

Sont exclues de ces dispositions les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, ainsi que les ménages.

Conformément au 2° de l'article 4 du décret n° 2021-1395 du 27 octobre 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Constats :

L'exploitant saisi sur l'application Trackdéchets les bordereaux de flux sortants de déchets dangereux de son installation.

<p>Parmi les 8 bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSD) émis en Juin 2024, il est constaté que 7 BSD (huiles+solvants, boues d'Hexane, aérosols vides, pâteux solides, huiles en mélanges et des emballages souillés) ont été regroupés et ont fait l'objet d'une rupture de traçabilité.</p> <p>Depuis le début d'année courante, 75 % des BSD font l'objet d'un regroupement avec rupture de traçabilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant se rapprochera du collecteur pour faire préciser les raisons de ce taux important de rupture de traçabilité. - Transmettre le BSD relatif à l'évacuation du transformateur contenant des PCB (code déchet 16 02 09*)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>